

LETTERON Roseline *et al.* . *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme*. Paris, Économica, 2000, 172 p.

Marie-Christine Steckel

Volume 33, numéro 2, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704434ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704434ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Steckel, M.-C. (2002). Compte rendu de [LETTERON Roseline *et al.* . *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme*. Paris, Économica, 2000, 172 p.] *Études internationales*, 33(2), 405–406. <https://doi.org/10.7202/704434ar>

question ailleurs (p. 167) nous semble un peu réducteur. Par ailleurs l'ouvrage, issu d'un séminaire de recherche, manque un peu de cohérence, même s'il nous apporte des points de vue créatifs sur de nombreux points, en particulier sur la mémoire du passé des peuples.

Marie LAVIGNE

Université de Pau, France

### 3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

#### *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme.*

LETTERON Roseline et al. Paris, Économica, 2000, 172 p.

« Citoyen spécial », selon la formule du doyen Maurice Hauriou, le fonctionnaire obéit à un régime juridique particulier. Cet ouvrage collectif se propose d'étudier les restrictions de la liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme, au nom de la souveraineté de l'État. Il part du postulat que la liberté d'expression du fonctionnaire en uniforme est inversement proportionnelle au caractère religieux de sa mission. Plus sa mission le rapproche de l'exercice des fonctions régaliennes de l'État, et plus le silence lui ait imposé.

L'ouvrage retranscrit les interventions du colloque organisé en décembre 1998 par le Centre d'études et de recherches administratives et politiques (CERAP) de l'université Paris 13, et le centre d'études en sciences sociales de la défense (c2sd). Les auteurs, pour la plupart universitaires (Jacques Chevallier, Olivier Gohin, Dominique Monjardet, Elizabeth Zoller...) ou militaires d'active (Jean Cot...)

ou placés en cadre de réserve (Bernard Grasset, Pierre Lacoste...), se penchent sur le cas des militaires, mais aussi des policiers, des douaniers, des magistrats ou des préfets.

Les auteurs partent du constat que le port de l'uniforme se situe au cœur d'une dialectique entre l'unité et l'altérité. Il affirme à la fois la cohésion de ceux qui le portent et leur volonté d'affirmer leur différence par rapport à l'ensemble de la société.

Le port de l'uniforme est en soi l'instrument d'une communication non verbale. Il délivre un message à la société. Porté par un fonctionnaire, l'uniforme incarne aussi bien la mission d'intérêt général dont il est investi que la puissance de l'État dont il est le serviteur. L'uniforme devient le symbole de la mission d'intérêt général dont sont investis ceux qui le portent. Symbole de l'autorité de l'État, l'uniforme impose le respect et bénéficie, en tant que tel, d'un régime juridique particulier (le code pénal sanctionne « l'usurpation des signes réservés à l'autorité publique »). À travers l'agent public, c'est l'État qui s'exprime. Il témoigne de la puissance de l'État et de sa souveraineté. L'uniforme suppose donc des restrictions à la liberté d'expression. La légendaire réserve de la « grande muette » fait à cet égard figure de symbole.

L'architecture de l'ouvrage reflète la diversité des axes d'analyse retenus. Après un long propos introductif sur les enjeux et l'intérêt du sujet, la première partie propose un rapide tour d'horizon international de la question en Allemagne, aux États-Unis et en Suède, avant d'aborder l'incidence du droit européen sur la liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme. Le reste des débats

se concentre sur le cas de la France, avec un intérêt prononcé pour la situation des militaires. Ainsi, la deuxième partie de l'ouvrage insiste sur la diversité des règles applicables selon les types de fonctionnaires dont on parle. Les auteurs soulignent, aussi, les différences de niveau d'intensité avec laquelle cette restriction de la liberté d'expression s'exerce. L'échelle de la contrainte allant du devoir de réserve symbolique à l'obligation de loyalisme et de silence. La troisième et dernière partie traite du secret dans les milieux militaire (notamment dans le domaine médical), policier et douanier.

Le principal intérêt de ce colloque tient au nombre de ses participants (plus de 350 personnes), ainsi qu'à la qualité des intervenants. Il faut se féliciter, en effet, que le thème de la liberté d'expression ait permis de donner la parole aux fonctionnaires en uniforme. Il convient de saluer, aussi, qu'à travers la liberté d'expression c'est aussi la question du droit électoral, du droit syndical et de la pratique religieuse qui sont abordées par les différents auteurs. La parution de ce livre prend toute sa dimension au moment où, en France, les conjoints de gendarmes descendent dans la rue pour exprimer la colère de leurs époux(ses), et au moment où les médias s'emparent de la question du devoir de réserve des hauts commis de l'État lorsque le directeur de cabinet du Premier ministre publie, alors qu'il est toujours en fonction, un ouvrage sur son travail au quotidien.

Sur la forme, cependant, les lecteurs regretteront, l'absence de conclusion. Quant au fond, le reproche pourrait être fait aux auteurs d'avoir négligé des exemples étrangers, notamment ceux de pays africains, asiatiques ou latino-américains. Il est dommage, enfin, que le cas

des universitaires, parfois coutumiers du port de la robe et toujours très libre dans leur expression, ne soit pas développé !

Marie-Christine STECKEL

Centre d'études et de recherches  
constitutionnelles et politiques (CERCP)  
Université Toulouse, France.

### **La crise des Balkans de 1999. Les dimensions historiques, politiques et juridiques du conflit du Kosovo.**

MORAND, Charles-Albert (dir.). Paris/  
Bruxelles, LGDJ, Bruylant, 2000, 324 p.

Ce livre est l'aboutissement d'un colloque organisé conjointement par l'Université de Genève et le GIPRI (Geneva International Peace Research Institute) qui s'est tenu les 18 et 19 janvier 1999. Il s'agit d'une analyse faite « à chaud » au lendemain de la campagne de l'OTAN au Kosovo. L'objectif principal du livre était d'expliquer les origines politiques et historiques du conflit au Kosovo et les mobiles qui ont poussé la communauté internationale à intervenir militairement dans un conflit international sans le mandat explicite du Conseil de sécurité de l'ONU. L'approche des participants du colloque vis-à-vis du conflit du Kosovo était interdisciplinaire. C'est en combinant l'approche historique, politique et juridique que les auteurs du livre ont cherché à éclaircir la première guerre que l'OTAN a menée dans son histoire contre un État (la République Fédérale Yougoslave) tenu responsable de la déportation de 800 000 Kosovars, entre mars et juin 1999.

Pour expliquer les origines du conflit au Kosovo, l'organisateur du colloque, Charles-Albert Morand, a invité